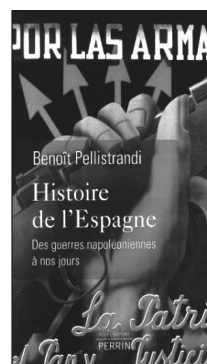


Jean-Thomas Nordmann (1966 l)



Le livre de Benoit Pellistrandi (1986 l), *Histoire de l'Espagne. Des guerres napoléoniennes à nos jours* (Perrin, 2013), n'est pas seulement une opportune synthèse. Il constitue un remarquable exercice de science politique appliquée à une histoire nationale. Qu'il paraisse en même temps que celui d'un journaliste, Philippe Nourry, plus enclin à l'anecdote, est révélateur des nouvelles curiosités que suscite aujourd'hui l'histoire de nos voisins. La culture française ne s'est, jusqu'à présent, attachée, sur l'histoire de l'Espagne, qu'à des vues fragmentaires. L'époque des grandes découvertes du XVI^e siècle, quelques épisodes du siècle suivant, les difficultés napoléoniennes, les problèmes de succession conduisant à la guerre de 1870, la guerre civile et l'avènement du franquisme ont longtemps constitué l'essentiel du bagage historique relatif à l'Espagne du Français prétendument cultivé. L'ouverture au tourisme de masse du pays, sa démocratisation et son intégration à l'Europe communautaire ont développé de nouvelles curiosités. De Louis Bertrand à Pierre Vilar, les histoires de l'Espagne ne manquent pas sous les plumes normaliennes. Mais il n'est pas exagéré d'affirmer que le livre de Benoit Pellistrandi surpasse et décline ceux de ses prédécesseurs par la sûreté de son information et par la vigueur d'une conceptualisation qui fait saillir l'essentiel. Intitulé « Comment aborder l'histoire de l'Espagne ? », un ample discours de la méthode qui ferait penser à une leçon inaugurale (peut-être à venir) au Collège de France ouvre le livre en montrant pourquoi et comment, dans notre monde universitaire, l'histoire de l'Espagne contemporaine a souvent été négligée par les historiens pour n'intéresser vraiment que les hispanisants. La relation de l'Espagne à la modernité constitue le fil conducteur d'une histoire qui rapporte constamment la singularité de l'Espagne à la confrontation avec un monde extérieur inégalement présent. L'épisode napoléonien marque, à cet égard,



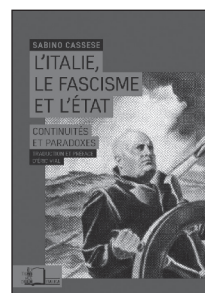


la naissance de l'Espagne moderne dont l'agression stimule la conscience nationale, après les torpeurs d'un déclin de plus d'un siècle. Entre un nationalisme libéral balbutiant et un ancien régime qui refuse l'agonie pure et simple, le XIX^e siècle voit la marginalisation d'une Espagne progressivement privée des éléments de sa puissance impériale. Cette marginalisation est telle qu'elle hypothèque les premières tentatives d'un pouvoir républicain, au début des années 1870 et, au siècle suivant, les poussées tardives de courants réformateurs peu enracinés dans la société civile. L'arriération économique et sociale aggrave les fragilités constitutives d'une instabilité qui aboutira à la guerre civile. Le récit de Benoit Pellistrandi rend très bien compte de la manière dont un scrutin local débouche sur une crise de régime : les élections municipales de 1931 conduisent au retrait du roi et à l'instauration d'une nouvelle république, dont l'idée même ne s'enracine pas dans un consensus minimal nécessaire et forcément vouée à l'impuissance. En dépit de la neutralité durant la Première Guerre mondiale, L'Espagne partage ainsi une vulnérabilité aux formules dictatoriales avec les autres pays moins avancés d'Europe. Le propos privilégie les aspects politiques, mais sans négliger les arrière-plans économiques et culturels, les transformations matérielles, économiques et sociales faisant l'objet de chapitres séparés. Le plaisir intellectuel du lecteur vient d'une orchestration des forces en présence et des forces en action qui rappelle souvent les modes de composition de Pierre Renouvin et qui, toutes proportions gardées, fait parfois penser, par sa rigueur et par sa hauteur, aux travaux du grand soviétologue Martin Malia. La primauté de l'analyse sur la narration se fait sentir dans des moments essentiels : le traitement de la guerre civile fait très bien ressortir la coexistence des archaïsmes du conflit avec tout ce qui annonce les démesures de la Seconde Guerre mondiale, mais il élude les dimensions épiques et le légendaire dont la mémoire révolutionnaire se nourrit. La description du régime franquiste est finalement assez brève, mais le lecteur en perçoit l'originalité idéologique ainsi que les étapes d'une évolution marquée par des difficultés durant les années 1950, qui ont été souvent méconnues ou sous-estimées. Sur la période franquiste comme sur les « trente glorieuses » de la démocratie Benoit Pellistrandi montre très bien comment la succession des générations et de leurs points de vue respectifs permet d'ordonner la complexité d'une évolution sociale et intellectuelle que des dénominations trop générales masqueraient. L'historien couple cette variable avec la sensibilité au monde extérieur pour rendre intelligible la survie du franquisme, dont le chef, en quête de respectabilité internationale, saura, en des moments décisifs, afficher de subtils dosages dans le choix des personnes pour faire bonne figure. Les choix méthodologiques de l'auteur ont une autre contrepartie : on trouve peu de véritables portraits mis à part un stimulant parallèle entre Alphonse XIII et Juan Carlos ; sans doute l'étude du franquisme ne peut-elle éviter de passer par une évocation de la personnalité du dictateur, mais on a le sentiment que c'est presque à regret que l'historien



consent à nous livrer les données biographiques nécessaires. Un personnage aussi important de par son rôle dans la transition démocratique qu'Adolfo Suarez ne fait l'objet que d'une rapide esquisse, tandis que sa directrice de cabinet, Carmen Diez de Rivera, qui fut une figure marquante et rayonnante de la vie publique de l'époque avant de s'imposer comme élue au Parlement européen, n'est pas mentionnée, victime en quelque sorte de cette attention limitée au personnel politique. Il n'empêche que l'ensemble est passionnant. Cette histoire montre comment l'Espagne est sortie de l'Histoire pour y rentrer, au travers du propos d'un historien qui sait écrire pour le grand public et tenir en haleine son lecteur sans discontinuer.

Plus d'une analogie rapproche l'Espagne de l'Italie, s'agissant de la présence de chacun de ces pays dans notre culture nationale qui méconnaît souvent la continuité pour se fixer autour de quelques périodes privilégiées. La Renaissance et au XIX^e siècle l'unité nationale, voilà ce que notre enseignement secondaire nous livrait naguère de l'histoire de l'Italie. On saura gré à Éric Vial (1977 I) d'avoir traduit et préfacé le livre de Sabino Cassese *L'Italie, le fascisme et l'État. Continuités et paradoxes* (Rue d'Ulm, 2014), qui renouvelle très largement notre connaissance du fascisme italien. Œuvre d'un universitaire spécialiste de droit administratif et de droit public de l'économie qui s'est frotté à la politique (il fut ministre de la Fonction publique et siège aujourd'hui comme juge à la Cour constitutionnelle italienne après avoir participé à d'innombrables commissions parlementaires ou ministérielles), ce livre est issu d'un enseignement à l'École normale supérieure de Pise ; on y trouve, fortement étayée par des données juridiques, la thèse d'un État fasciste autoritaire mais non totalitaire. Le fascisme a célébré un véritable culte de l'État ; dans une formule fameuse le Duce affirmait « tout dans l'État, rien en dehors de l'État, rien contre l'État » ; à tel point que l'on a pu parler de « statolâtrie ». Mais cet État devait beaucoup aux institutions antérieures à la prise du pouvoir par Mussolini et la République qui suivit lui emprunta beaucoup aussi, ne serait-ce que le maintien à leur poste de bien des fonctionnaires, l'épuration ayant été somme toute assez limitée, sans parler de la persistance de beaucoup de lois adoptées entre 1922 et 1943. De plus, la concurrence des pouvoirs entre le parti et l'administration entraînait une pluralité des centres de décision contrastant avec l'unicité du pouvoir claironnée par le régime. Au-delà des spécificités italiennes (la seconde partie de l'ouvrage analyse le corporatisme fasciste), le livre conduit à s'interroger sur la notion même d'État totalitaire : faut-il le définir seulement par des caractères juridiques ? Jusqu'à quel point doit-on faire entrer en ligne de compte des données plus concrètes, relatives au contrôle social et à l'encadrement de la vie quotidienne par





la puissance publique ? En montrant les failles, les lacunes, les « trous » d'une omnipotence de l'État par laquelle on a trop paresseusement défini le fascisme, le livre fait aussi comprendre la manière dont l'Italie et les Italiens ont réussi, en 1945 et dans les premières années de la République, à limiter les dégâts de la rupture avec le régime et à offrir un modèle de sortie de dictature qui appellerait bien des comparaisons, notamment avec la fin des démocraties populaires.

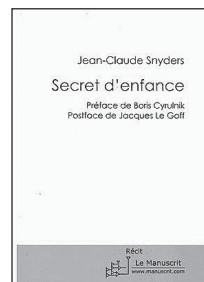
L' autobiographie est devenue le péché mignon des universitaires au seuil de la retraite. On a même naguère publié un recueil de vies d'historiens tenues pour des exemples d'« egohistoire ». Cette propension à se dire et à s'écrire n'est pas seulement le fait des « littéraires ». De plus en plus les scientifiques se plaisent à se raconter. Georges Chapouthier (1964 s) fait paraître son autobiographie en un volume intitulé *Le Chercheur et la souris* (CNRS Éditions, 2013). Pour l'élaborer il s'est adjoint le concours de Françoise Tristani-Potteaux, responsable du service de presse du CNRS, chargée de la rédaction finale de ce que l'on imagine avoir été d'abord un recueil d'entretiens. Il n'est pas sûr que cette apparente transformation soit la meilleure des formules car, quels que soient le talent et les apports personnels de la rédactrice, le récit tend à l'hagiographie ; les questions et réponses, genre plus convenu sans doute, laissent plus de place à la spontanéité, comme on le voit dans un bref chapitre qui clôt le livre ; au demeurant des « encadrés » pédagogiques et d'amples citations rétablissent largement les droits de la première personne. Cette biographie fait une place non négligeable à notre École, que le père de notre héros a contribué à diriger au début des années 1950. Quelques indications plaisantes sur son propre séjour comme élève rue d'Ulm montrent que les engagements politiques n'excluaient point l'attachement à la tradition du canular. Une double orientation n'est pas moins exemplaire de la réunion des lettres et des sciences que l'École s'honore d'incarner : neurobiologiste, Georges Chapouthier a complété sa formation par un doctorat de philosophie portant sur la responsabilité de l'homme à l'égard de l'animal, ce dernier devant avoir le statut d'être sensible, ce qui suppose de dépasser les assimilations primitives ou enfantines à l'humain, aussi bien que les conceptions réductrices à un statut d'objet. Le livre détaille le parcours d'un scientifique non conformiste ; ses premiers travaux ont porté sur les bases chimiques de la mémoire ; parti à la recherche des molécules contribuant à la fonction mnésique, il a rencontré les problèmes de l'expérimentation animale quand, lors d'un séjour aux États-Unis, ses recherches le conduisent à « guillotiner » des rats. Des publications sur les singes prolongeant des travaux de jeunesse sur la psychopharmacologie des





primates attesteront d'une amitié durable avec les chimpanzés. Georges Chapouthier publie beaucoup et multiplie les interventions dans les colloques. Il contribue également à l'organisation de manifestations de prestige. Au-delà des anecdotes qui émaillent la vie d'un chercheur, on notera la part grandissante des réflexions sur la relation de l'homme à l'animal qui conduiront à une thèse d'État en philosophie. De ces réflexions, la majeure partie du livre se fait l'écho. Claires et vivantes, ces pages sur la condition animale font ressentir, sans pathos, ce qu'apporte à l'idée d'humanisme la prise en compte des souffrances de tout être vivant ; au moment où la perspective étroite du code civil qui fait des animaux domestiques des « biens meubles » doit s'élargir en « êtres vivants doués de sensibilité », de telles pages nourrissent utilement la réflexion du citoyen, et pas seulement celle du savant.

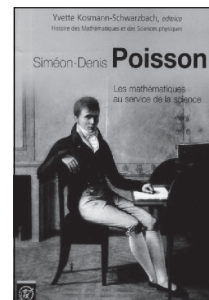
C'est une tout autre forme d'autobiographie que propose Jean-Claude Snyders dans *Secret d'enfance* (Le Manuscrit, 2012), qui prolonge *Père et fils*, un récit publié en 1993 et suivi de plusieurs autres livres sur le thème des relations entre parents et enfants. Freud a écrit quelque part « il est un temps où les enfants deviennent les parents de leurs parents ». La vocation littéraire de Jean-Claude Snyders procède sans doute de cette intuition. Elle se nourrit en tout cas des angoisses propres aux enfants de déportés confrontés au silence que leurs parents ont longtemps gardé sur les épreuves subies. Depuis la fin des années 1970, le développement de ce qu'Alain Besançon a nommé « la religion de la Shoah » a conduit à des contestations de ce silence, parfois abusivement assimilé à l'oubli, mais largement explicable par le désir de se projeter dans l'avenir autant que par le souci de ménager des sensibilités jugées fragiles. Pour beaucoup de représentants des générations nées au lendemain de la guerre, la persécution antisémite, la déportation et l'extermination auront constitué une zone de « non-dit » singulièrement angoissante. Les parents du signataire de cette chronique restaient évasifs sur le sort d'une grand-mère maternelle « tuée par les Allemands » et, dans bien des familles, la découverte de la réalité fut scandée par des événements extérieurs, comme la diffusion du film d'Alain Resnais *Nuit et Brouillard* ou, plus tard, celle du feuilleton télévisé *Holocauste*. Des formes complexes de pudeur et de respect humain ont entretenu un silence qui ne suffisait pas toujours à écarter les angoisses que, dans d'autres familles, des récits trop précis avaient pu susciter. Ce silence, Jean-Claude Snyders l'a ressenti très fortement comme donnée constitutive de la formation de sa propre personnalité et il a consacré son premier livre à tenter d'élucider cette relation très particulière à un père, normalien rescapé d'Auschwitz et longtemps enfermé dans ce silence propre





aux survivants, aux « revenants ». Père de Jean-Claude, Georges Snyders (1937-2011) avait été reçu à l'École en 1937 et avait dû la quitter en 1940 ; entré dans la Résistance, arrêté en 1944 et déporté, il avait repris ses études à la Libération pour passer l'agrégation de philosophie et devenir professeur de pédagogie, domaine dans lequel il devait multiplier les publications, et notamment un *Il n'est pas facile d'aimer ses enfants*, titre auquel on songe immanquablement en lisant la prose de son fils. Celui-ci revient sur ces relations complexes dans ce nouvel ouvrage, qui témoigne des questions qu'adulte il a pu, enfin, poser à son père et en explorant, dans les deux tiers de son texte, des prolongements qu'il n'avait pas encore envisagés, qu'il s'agisse de relations amoureuses, d'expériences esthétiques ou de ses rapports forcément complexes et parfois ambigus avec ses propres enfants. Au-delà de la singularité qui est le propre de toute autobiographie, l'ouvrage apporte, dans une langue simple et belle, une contribution originale à la réflexion sur le fossé qui sépare les générations en nous rappelant comment, par la transmission de la souffrance au travers de la solitude et du silence, les enfants sont victimes de dégâts collatéraux d'un désastre de l'histoire.

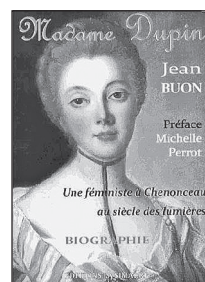
Il fut un temps où sévissait une rivalité entre notre École et Polytechnique, rivalité qu'illustrait notamment la méfiance d'Alain à l'égard des polytechniciens, rivalité que perpétue parfois la comparaison des choix effectués par les candidats reçus à l'une et l'autre école. On oublie cette rivalité en consultant le livre procuré par Yvette Kosmann-Schwarzbach (1960 S), *Siméon-Denis Poisson. Les mathématiques au service de la science* aux éditions de l'École polytechnique (Diffusion Ellipses). L'ouvrage reprend certains textes diffusés de façon très restreinte sous les auspices de Polytechnique en 1981 à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Siméon-Denis Poisson (1781-1840), professeur à l'X à vingt-cinq ans, qui domina l'enseignement supérieur des mathématiques durant le premier tiers du XIX^e siècle et qui fut l'auteur de très nombreux mémoires de mathématiques et de physique mathématique. On trouve aussi plusieurs contributions inédites. L'ensemble donne la mesure de l'apport de Poisson au renouvellement d'une discipline à la base de l'essor scientifique du siècle et qui, en quelque sorte, devait irradier les autres secteurs de la recherche. Les travaux de Poisson sur la mécanique, l'électromagnétisme, l'optique, la capillarité et l'élasticité montrent cette position centrale. Une postface de Jean Dieudonné à la publication de 1981 situe brièvement la place de Poisson dans l'histoire des mathématiques, notamment en matière de statistiques et de calcul des probabilités. Elle est parfaitement éclairée et clarifiée par une substantielle introduction d'Yvette Kosmann-Schwarzbach qui montre les apports multiformes de





Poisson sans taire les polémiques dont son œuvre fut l'objet et qui expliquent, pour une part, sa place trop restreinte dans notre mémoire collective. L'hostilité d'Auguste Comte, puis celle de Pierre Larousse, qui lui reproche notamment d'avoir pris position contre l'Empire et de s'être rallié à la Restauration, ont entraîné une éclipse de Poisson au passif duquel on inscrit aussi d'avoir méconnu l'œuvre de Galois. La plupart des contributions montrent ce que Poisson doit à ses prédécesseurs et ce en quoi il innove, de sorte que l'ensemble constitue un apport imposant à l'histoire des mathématiques ; à le feuilleter on pense parfois au numéro spécial des *Cahiers du Sud* qui, à la fin des années 1940, fit connaître au public cultivé l'ampleur des renouvellements que connaissait la discipline. Tous les articles de cette imposante publication ne sont pas inaccessibles au profane. En va-t-il de même du livre en anglais de Paul Baillon (1958 s), *Differential Manifold. A Basic Approach for Experimental Physicists*, chez World Scientific (2014), sur les « variétés différentiables », notion à la base de l'explication de nombreux phénomènes ? La pédagogie passe parfois par un renouvellement de l'expression qu'un souci accru de démonstration peut procurer...

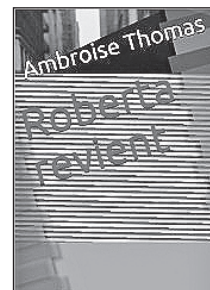
Jean Buon (1953 s) est un physicien qui taquine la muse de l'histoire et qui nous offre un livre intelligent et intéressant sur un personnage qui méritait de trouver son biographe. *Madame Dupin, une féministe à Chenonceau au siècle des Lumières* (La Simarre, 2013) raconte agréablement la vie d'un personnage étonnant, Louise Dupin que l'on ne pourra plus ignorer. Sans doute son arrière-petite-fille par alliance, et donc sans parenté par le sang, Aurore Dupin, autrement dit George Sand, avait-elle ressentie la communauté d'idées qui pouvait les rapprocher, mais il est stupéfiant de constater que le livre de Jean Buon est la première monographie consacrée à une figure aussi capitale. Née en 1706, morte en 1799, Louise Dupin a été de tous les temps forts du siècle des Lumières et a pu en connaître l'aboutissement révolutionnaire. Louise fut la fille naturelle d'une comédienne et du banquier Samuel Bernard, qui contribua au financement des guerres de Louis XIV. Samuel Bernard, protestant converti au catholicisme après la révocation de l'Édit de Nantes, loin d'abandonner la jeune Louise, comme c'était trop souvent le destin des enfants illégitimes, pourvut à son éducation et à son mariage, un « conte de fées » nous dit Jean Buon, mariage arrangé au principe d'une union solide, avec Claude Dupin, l'un des quarante fermiers généraux de France, auteur d'un traité d'économie vantant les idées libérales. Sa fortune permit à Louise de régner sur un salon fréquenté par le « gratin » des Lumières. Louise recevait le vendredi. Elle faisait servir un dîner dans l'après-midi et, plus tard dans la soirée, un souper. La chère était bonne. Fontenelle était le patriarche de ce salon ; Montesquieu,





Voltaire, Marivaux, l'abbé de Saint-Pierre voisinaient avec la fine fleur de l'aristocratie ; musique et théâtre ajoutaient aux charmes d'une conversation libre et de haut niveau les prestiges de l'art. Jean-Jacques Rousseau fut le secrétaire de Louise et, pendant quelques jours, le précepteur intérimaire de son fils unique Jacques-Armand, un enfant gâté qui ne donna pas à ses parents que des satisfactions. La déclaration d'amour de Rousseau à Louise Dupin n'eut pas de suite, si ce n'est la sollicitude amicale de Louise qui fut constante. Le livre nous fait voir les deux royaumes sur lesquels le règne de Louise s'est exercé : à Paris, le ménage Dupin s'est installé dans l'hôtel Lambert, édifié au siècle précédent par l'architecte Louis Le Vau, à la pointe de l'île Saint-Louis (dans lequel, deux siècles plus tard, Guy de Rothschild conviera le Tout-Paris à des fêtes mémorables). Les Dupin font aussi l'acquisition du château de Chenonceau construit pour l'essentiel sur l'eau du Cher. Rousseau devait y faire à plusieurs reprises des séjours enchanteurs. Durant la seconde moitié du siècle, Louise fut moins heureuse ; la réfutation de *L'Esprit des lois* par son mari écarta d'elle Montesquieu et les encyclopédistes ne fréquentèrent point son salon ; les frasques de son fils et son veuvage limitèrent ses ressources ; la Révolution la contraignit à faire retraite à Chenonceau, où elle finança le début des études de Bretonneau, futur grand médecin du XIX^e siècle. L'ouvrage donne également une idée des écrits de Louise Dupin ; ils portent principalement sur des questions de morale et ne semblent pas avoir été destinés à être publiés. Le plus important porte sur la condition féminine : Jean Buon suggère un parallèle avec *Le Deuxième Sexe*, mais Louise Dupin n'a pas la documentation encyclopédique de Simone de Beauvoir et s'attache surtout aux aspects juridiques et religieux d'un féminisme qui ferait plutôt penser à l'essai de Léon Blum sur le mariage. En tout cas, les quelques deux mille feuillets de notes et de réflexions, qui n'ont pas conduit à la publication de cette défense des femmes que Louise Dupin ambitionnait de livrer au public, devaient susciter l'admiration et stimuler l'inspiration de George Sand qui, sans parenté par le sang, saluait en Louise une philosophe avancée. Agréablement illustré (le portrait de madame Dupin par Nattier, qui figure dans le livre et sur sa couverture, rend parfaitement la beauté et le rayonnement de l'héroïne), l'ouvrage se dévore littéralement.

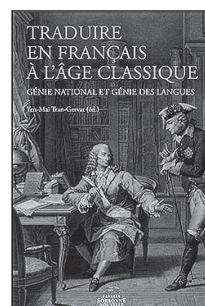
Roberta revient, disponible sur Amazon.fr depuis le 23 décembre 2013, nous rappelle la précarité d'une satire trop étroitement tributaire d'une immédiate actualité. Se souviendra-t-on longtemps de Leonarda, cette jeune rom légalement expulsée à l'automne 2013 et qui aurait pu revenir en France si sa famille n'avait pas fait pression en exigeant plus qu'un retour individuel, suscitant ainsi une semaine de polémiques révélatrices surtout des bafouillages du pouvoir exécutif ?





Occasion pour Ambroise Thomas, pseudonyme circonstanciel de Jean-Pierre Roth (1966 l) de brosseur une vive et spirituelle satire de la période « hollandaise » de notre V^e République. Le lecteur n'a aucun mal à traduire les pseudonymes. Le président Zélande, son ministre des Affaires étrangères Clément Phoebus, qui retrouve dans les ors du Quai d'Orsay un décor à la mesure de celui de son enfance cossue et qui médite de retrouver sa liberté pour reprendre son ascension, et son ministre de l'Intérieur Ariel Mars (nous sommes avant les municipales, même si la scène est en avril) qui a pour maxime « le travail, c'est du temps perdu pour la carrière » et qui tire sa force non de diplômes ni d'appartenance à un grand corps, mais de la faveur de l'opinion publique. Il y a aussi Ardent de Monbourg, Haut-Commissaire au Rebond et au Moral. Et Marie-Aimée Fatal, ancienne élève de l'École des niches administratives, ancienne candidate à l'élection présidentielle, qui traverse actuellement le désert, mais pour combien de temps encore ? et qui médite de se venger de sa rivale Cornélia Granier Tôfer. Donc en ce 2 avril, journée durant laquelle se passe toute l'action, on attend le retour de Roberta, que l'on se prépare à accueillir en grande pompe. Ne déflorons pas l'intrigue de cette fable qui mêle la finance à la politique et bornons-nous à dire que l'ensemble est parfaitement « enlevé ».

Le livre de Yen-Mai Tran-Gervat (1992 l), *Traduire en français à l'âge classique. Génie national et génie des langues* (Presses de la Sorbonne nouvelle, 2013), apporte une importante contribution à l'histoire de la traduction aux XVII^e et XVIII^e siècles, depuis la grande thèse de Roger Zuber (1951 l) sur les « belles infidèles » ; c'est aussi une sorte de préface ou de bande annonce préluant à la publication prochaine du volume sur le classicisme de la grande histoire de la traduction diligentée par Yves Chevrel (1959 l) et dont nous avons déjà dit l'importance. Entre universalité et particularité l'âge classique fixe la primauté de la langue française. L'idéal des « belles infidèles » a contribué à cette fixation. Fut-ce la marque d'un impérialisme linguistique et d'un gallocentrisme obtus ? C'est ce que les réactions romantiques et le refus des Lumières tendaient parfois à suggérer en proclamant le droit à l'existence de caractères nationaux divers, voire contrastés, dont la multiplicité invalidait l'idée d'universalisme. En ce domaine aussi les recherches récentes nuancent et mitigent l'opposition tranchée du classicisme et du romantisme ; derrière les apparentes ruptures, elles font apparaître des glissements progressifs. Avant de désigner des qualités individuelles, la notion de « génie » sert, aux siècles classiques, à circonscrire les traits caractéristiques d'êtres collectifs, comme une nation ou une langue. Les articles contenus dans ce recueil, issu d'un colloque





organisé en 2011, tournent autour de cette notion de génie national, qui, appliquée aux langues, pose la question de l'intraduisible, de l'irréductible résidu de sens et d'effets qu'une traduction laisse échapper. Une importante contribution de François Thomas (2004 l) montre ainsi que la notion de génie national contient des particularités contingentes qui s'ajoutent à l'universalité d'une psychologie générale des idées et des sentiments ; traduire en modifiant ces éléments contingents pour les adapter à la langue destinatrice ne saurait donc être tenu pour la marque d'une arrogance culturelle n'hésitant point à altérer les œuvres pour les couler dans le moule d'une langue réputée supérieure ; il s'agit au contraire de favoriser l'accès à une richesse nationale reconnue comme telle. C'est avec impatience et confiance que l'on attend le volume consacré à l'âge classique (1610-1815) de la grande histoire des traductions en langue française, volume dont Yen-Mai Tran-Gervat doit diriger la rédaction et qui devrait paraître prochainement.

*L*e *Bulletin d'Informations proustiennes* publié par les éditions rue d'Ulm consacre un numéro spécial (n° 43) au centenaire de *Swann*. La gloire de Proust a atteint un tel degré que les commémorations se sont à peine détachées d'un fond continu de recherches et de publications variées. On trouvera dans ce numéro un ensemble de mises au point érudites assurément, mais qui apporteront d'utiles compléments à la lecture d'un texte devenu canonique, au sens premier du terme, tant son usage est aujourd'hui courant dans les premiers cycles littéraires pour introduire les étudiants à la réflexion sur la création romanesque, au-delà des curiosités suscitées par l'œuvre même de Proust. On notera en particulier la contribution d'Emanuele Arioli (2010 s) qui reprend les questions de composition et de montages textuels autour des notions d'« œuvre-cathédrale », d'« œuvre-robe » et d'« œuvre-monde ». Signalons aussi l'article de Liza Gabaston (1999 l) sur les pages célèbres que, dans « Combray », Proust consacre à la fille de cuisine et à *La Charité* de Giotto et dans lesquelles nous sommes conviés à chercher les bases d'une esthétique du roman de l'erreur et de la déception.

*U*ne affaire judiciaire qui constitue un événement politique de premier plan. Les deux perspectives s'entrecroisent constamment en un écheveau que Simone Bertièrre (1945 l) dénoue magistralement dans son dernier livre, *Le Procès Fouquet* (Éditions de Fallois, 2013). Il s'agit bien de « La prise du pouvoir par Louis XIV », comme l'indique une bande fort pertinente, la référence au titre du film de Rossellini s'imposant effectivement. Nous sommes en 1661. Mazarin vient de mourir. La France sort de vingt-cinq ans de guerres et de troubles. Depuis





huit ans, Nicolas Fouquet est surintendant des Finances du royaume au terme d'une carrière qui est, dans l'univers de l'Ancien Régime, un modèle d'ascension sociale par achat d'offices anoblissants : conseiller au parlement de Metz, puis intendant du Dauphiné, il a acheté la charge de procureur général du Parlement de Paris en 1650 ; intermédiaire entre le pouvoir royal et les parlementaires, il a joué, en pleine Fronde, la carte de la fidélité à la Couronne. Jouissant de la confiance de Mazarin et de la régente, Anne d'Autriche, il a pour mission de trouver des ressources et d'éviter la banqueroute de l'État, dont les caisses sont vides. À cette fin, il doit user d'expédients traditionnels comme celui qui consiste à affermer les impôts à des financiers en leur permettant de dégager des bénéfices. Il lui est arrivé aussi de prêter au Trésor royal des sommes prélevées sur sa propre cassette à des taux élevés en s'enrichissant au service de l'État, comme l'avaient fait, avant lui, Sully, Richelieu et Mazarin. Cette richesse lui donne les moyens d'afficher les signes extérieurs d'une grandeur quasi royale : il pratique le mécénat, protégeant les écrivains les plus grands, Corneille, Molière, La Fontaine et Scarron ; pour se faire construire le château de Vaux-le-Vicomte, il embauche et constitue l'équipe même qui fera la grandeur de Versailles : Le Vau pour l'architecture, Le Nôtre pour les jardins et Le Brun pour la décoration. Il pense se protéger des oppositions qu'il suscite, et notamment de l'hostilité de Colbert, en constituant un réseau de protégés, à tel point qu'il peut raisonnablement espérer prendre la place qu'occupait Mazarin. Mais Fouquet n'a pas compris, semble-t-il, la portée des déclarations de Louis XIV à la mort du cardinal : Louis XIV a annoncé qu'il allait se passer de Premier ministre et qu'il entendait gouverner par lui-même. La grande fête que Fouquet donne en son honneur le 17 août 1661, au cours de laquelle Molière crée *Les Fâcheux*, au milieu d'une orchestration de grandes eaux et d'un déploiement de feux d'artifice sans précédent, provoque l'irritation du monarque, blessé dans son orgueil et jaloux de tant de munificence. Louis XIV fait arrêter Fouquet par d'Artagnan trois semaines plus tard à Nantes, à l'issue d'un conseil. Transféré au fort de Vincennes, le surintendant est accusé de malversations et d'atteinte à la sûreté de l'État, car des papiers saisis à son domicile représentent un plan de défense de Belle-Île, l'une de ses possessions. Le 15 novembre une juridiction spéciale est créée. Colbert et ses proches la contrôlent étroitement. Le président Lamoignon, jugé trop modéré, sera remplacé en cours de procès par Séguier. L'enquête dure trois ans. Simone Bertière en fait revivre de façon très animée les principales étapes. Elle montre très bien tout ce qui, dans cette « justice retenue » peut contrevenir à notre conception d'un procès équitable, et qu'au demeurant les contemporains ont perçu comme inique. Juriste aguerrri, Fouquet se défend pied à pied ; il réfute victorieusement la plupart des accusations. Dans des conditions qui peuvent faire penser à certains procès du gaullisme contre les généraux défenseurs de l'Algérie française, Fouquet échappe à la peine capitale. Le 18 décembre 1664, par treize voix contre



neuf, le tribunal le condamne au bannissement. Mais il connaît trop de secrets d'État pour que l'on puisse le laisser partir en exil. Furieux d'avoir été bravé, le roi use de son droit de grâce, mais, si l'on peut dire, d'une « grâce inverse » en commuant l'exil en peine de prison à perpétuité. Emprisonné dans la forteresse de Pignerol, Fouquet mourra seize ans plus tard, sans doute empoisonné. L'opinion publique, d'abord hostile au grand argentier, évolue tout au long du procès, dont les irrégularités, jointes à l'acharnement des juges, font de Fouquet une sorte de martyr. Sans que les griefs aillent jusqu'aux indignations suscitées contre Napoléon par l'exécution du duc d'Enghien, Louis XIV n'a pas dans toute cette affaire le beau rôle ; il tient plutôt l'emploi du « méchant ». Le vrai héros du procès, Picquart de cette affaire Dreyfus avant la lettre, c'est Olivier Lefèvre d'Ormesson, premier rapporteur du Tribunal, qui a étudié à fond le dossier, qui résiste aux pressions de Colbert, qui permet à Fouquet d'avoir accès aux documents nécessaires à sa défense et que son intégrité autant que les circonstances vont conduire à incarner l'institution judiciaire contre l'arbitraire de l'autorité royale. Son courage sera fatal à sa carrière. Simone Bertière lui rend justice ; elle nous montre aussi la complexité de la personnalité de Fouquet, qui sait construire une défense argumentée et que l'on ne peut réduire au statut de pure victime. Elle dégage surtout, et très bien, la signification du procès. Au-delà des humeurs du roi et de conflits de pouvoirs entre courtisans et ministres, Fouquet est au sens propre du terme, un bouc émissaire. Sa condamnation doit marquer un changement d'époque, car il incarne un système révolu. Le pouvoir partagé n'est plus de mise. Dans le procès Fouquet, Simone Bertière nous donne à voir le passage d'une monarchie convalescente à une monarchie affermie, l'avènement d'un ordre nouveau, que Dumas avait su si bien faire ressentir au lecteur du *Vicomte de Bragelonne*. Comme dans les livres qu'elle a consacrés à Mazarin et à Condé, Simone Bertière guide son lecteur par la main ; attentive aux rapports de force qu'elle suggère en usant parfois de la technique romanesque du point de vue, recourant aux définitions et aux distinctions de termes qui permettent de retrouver l'air du temps, elle facilite constamment la compréhension des enjeux d'un conflit qui peut sembler loin de nos préoccupations, mais dont la connaissance explique bien des aspects de l'absolutisme et de la crise des finances royales. Sur un sujet apparemment rebattu, elle écrit un livre singulièrement neuf.

Depuis plusieurs années, la publication d'une nouvelle série de la *Revue Bossuet* atteste la vitalité des recherches portant sur l'action et sur l'œuvre de l'évêque de Meaux. Maître d'œuvre de cette renaissance, Gérard Ferreyrolles (1971 l) qui édite *Bossuet au XX^e siècle* (*Revue Bossuet*, n° 4, décembre 2013). Outre une présentation d'ensemble des vues des critiques et des universitaires du début du XX^e siècle, on notera une importante contribution d'Alain Lanavère (1964 l) : « Bossuet selon les



antimodernes du XX^e siècle ». L'expression d'antimoderne, forgée naguère par Jacques Maritain, désigne ici, pour l'essentiel, l'école maurrassienne, mais en faisant la part des dissidences et sans réduire le propos à la stricte orthodoxie de l'Action française. Alain Lanavère montre comment se forme, à partir de Brunetière et en réaction contre l'anticléricalisme dominant, un retour à Bossuet qui ne se borne pas à célébrer l'écrivain, mais qui consiste aussi à chercher des leçons de politique et de vie dans l'œuvre de l'aigle de Meaux. Souvent stimulé par l'hostilité, voire par la répugnance, à l'égard de Fénelon, et par l'admiration qu'inspirent les combats de Bossuet contre le quiétisme, cet engouement nourrit une « opinion réactionnaire » dont Henri Massis est sans doute la meilleure incarnation. Le directeur de la *Revue universelle* consacre à Bossuet des pages nombreuses. Elles établissent, pour reprendre une distinction chère à Thibaudet, la présence, et non pas seulement la situation, d'un Bossuet qui, loin de se réduire au statut de référence historique, représente une force active susceptible d'inspirer l'action religieuse et politique. Contre une propension à ne considérer chez Bossuet que les séductions de la forme, tendance incarnée par Valéry, Massis défend la richesse et l'actualité d'une œuvre de combat. Cet antagonisme entre la survie par la seule forme et la persistance d'un fond corrosif est à la base d'un débat critique ample et riche. Les études de « réception » (qui prennent pour une part le relais des chapitres sur « l'influence » auxquels aboutissaient naguère bien des monographies d'écrivains) ont le mérite de nourrir de pages significatives l'histoire d'une culture nationale. On voit comment de telles contributions posent des questions fondamentales et ne s'adressent pas seulement à la cohorte des spécialistes et des « amis » de Bossuet.

Le Surréalisme (Livre de poche, 2013), que publie Michel Murat (1969 l), offre une synthèse qui fera date et qui ne sera pas remplacée de sitôt. La collection « Références », au sein de laquelle ce volume prend place, semble ressusciter, et c'est tant mieux, car elle tranche sur bien d'autres en proposant des mises au point qui, sous la plume d'experts chevronnés, offrent l'« état présent » de questions, parfois abordées ailleurs, mais dont la complexité appelle le traitement par ces oiseaux rares que sont les spécialistes dotés du sens de la pédagogie. Le talent de Michel Murat lui permet de répondre parfaitement à cette double exigence dans un livre de première main, fondé sur une connaissance directe des textes et sur une réflexion que l'on sent mûrie durant de nombreuses années. Une thèse sur l'expression littéraire chez Gracq, puis une étude novatrice sur Rimbaud, ont montré ce qu'un chercheur rompu à l'étude stylistique, comme l'est Michel Murat, était capable d'apporter au renouvellement de sujets apparemment





rebattus. Ici la littérature occupe une place importante mais elle n'éclipse nullement les autres aspects d'un mouvement qui entendait s'en prendre à toutes les dimensions de l'existence. La composition de l'ouvrage décline cette diversité d'intérêts. Les questions de définition sont abordées à partir de la conférence de Breton qui distingue une phase intuitive et une phase raisonnante et cette distinction transcende les questions de périodisation car elle implique celle de la conceptualisation et des images, qui confère au mouvement sa richesse. L'histoire « événementielle » pourrait-on dire du surréalisme ne se réduit pas à l'ample chronologie qui figure à la fin du livre ; elle s'organise autour de trois pôles, le développement de l'idée surréaliste, durant la première décennie, l'action politique marquée notamment par la rupture de Breton et d'Aragon, et l'expansion de la sensibilité, si ce n'est de la doctrine, hors de la littérature et hors de France. Cette histoire se prolonge au-delà de la mort de Breton, jusqu'à la fin des années 1960. Sans systématisation excessive, la cohérence de la doctrine se lit dans le chapitre « Un système de pensée » qui situe et décrit les grandes notions surréalistes que sont l'automatisme psychique, les images et les collages, la « beauté convulsive », le hasard objectif et l'humour noir. Ces notions donnent lieu à des discussions critiques et à des mises en perspectives historiques qui contribuent à marquer la place du mouvement dans l'histoire des sensibilités occidentales. L'incarnation des idées en œuvres, qui confère au surréalisme originalité et primauté parmi tant d'écoles concurrentes, constitue, tout naturellement, l'essentiel du livre : la littérature et les « arts de la vue » regroupent des analyses d'une grande richesse sur les genres pratiqués par les surréalistes (on notera en particulier des réflexions originales sur les biographies par lesquelles les surréalistes se sont agrégés à des prédécesseurs et à des maîtres), tandis que peinture, sculpture, photographie et cinéma sont très richement éclairés. En revanche, le fait que le surréalisme n'ait pas en tant que tel inspiré de révolution musicale (l'introduction du jazz en Europe et le développement de la musique sérielle sont contemporains des débuts du surréalisme, mais cette concomitance est à ranger seulement parmi les signes d'une remise en cause des formes traditionnelles) est laissé de côté. L'« internationalisation du surréalisme » fait l'objet de développements assez brefs mais qui donnent une vue d'ensemble des principales greffes nationales d'un mouvement, initialement conçu dans un cadre très français, mais dont les promoteurs entendaient faire prévaloir des modes de connaissance, de sensibilité et d'expression éminemment transnationaux ; Belgique, Serbie et Tchécoslovaquie sont les lieux de ces greffes ; terre d'accueil et de refuge durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis seront réceptifs à la peinture surréaliste, mais n'intégreront guère à leur culture les œuvres littéraires du mouvement, exception faite d'une recherche universitaire toujours très consommatrice de produits étrangers. Intitulé « La construction de l'histoire » un chapitre fort original montre comment le surréalisme s'est pensé comme un moment de l'histoire en se définissant

Les normaliens publient



notamment par rapport au romantisme et au symbolisme, dont il constitue à la fois l'aboutissement et le dépassement. Un « dictionnaire abrégé » de vingt pages s'ajoute à la chronologie et à la bibliographie de règle dans la collection. Utile pour éclairer et pour rappeler, il donne la mesure des polémiques, des querelles et des exclusions dont le surréalisme, plus que tout autre mouvement, a vécu et s'est nourri. Concis, précis et constamment limpide, cet exposé rendra les plus grands services.

